



CORPORATION OF THE CITY OF
CLARENCE-ROCKLAND
SPECIAL MEETING

June 25, 2019, 7:00 pm
Council Chambers
415 rue Lemay Street, Clarence Creek, Ont.

Pages

1. Opening of the meeting	
2. Adoption of the agenda	
3. Disclosure of pecuniary interests	3
4. Closed Meeting	
4.1 Closed meeting minutes of June 17, 2019	
4.2 Organizational review	
5. Tax arrears status	5
6. Engineering services standing offer	11
7. Request for an amendment to the chip wagon by-law 2017-84	21
8. Confirmatory By-law	33
9. Adjournment	



CORPORATION DE LA CITÉ DE
CLARENCE-ROCKLAND
RÉUNION SPÉCIALE

le 25 juin 2019, 19 h 00
Salle du Conseil
415 rue Lemay Street, Clarence Creek, Ont.

Pages

1. Ouverture de la réunion	
2. Adoption de l'ordre du jour	
3. Déclarations d'intérêts pécuniaires	3
4. Réunion à huis clos	
4.1 Procès-verbal de la réunion à huis clos du 17 juin 2019	
4.2 Révision de la structure organisationnelle	
5. Statut des arrérages de taxes	5
6. Offres de service d'ingénierie	11
7. Demande pour un amendement au règlement 2017-84 sur les roulottes à frites	21
8. Règlement de confirmation	33
9. Ajournement	



Clarence-Rockland

Declaration of pecuniary interest Déclaration d'intérêt pécuniaire

Date of meeting Date de la réunion:	
Item Number Numéro de l'item:	
Subject of the item: Sujet de l'item :	
Name of Council Member Nom du membre du conseil	

I, _____, hereby declare a pecuniary interest in the matter identified above for the following reason :

Je, _____, déclare un intérêt pécuniaire en ce qui concerne l'article ci-haut mentionné, pour la raison suivante :

Name (print)	Signature	Date

This declaration is filed in accordance with the *Municipal Conflict of Interest Act* and will be recorded in the meeting minutes and will be made available in a public registry. / Cette déclaration est soumise sous la *Loi sur les conflits d'intérêt municipaux* et sera enregistrée dans le procès-verbal de la réunion et sera disponible dans un registre public.

Excerpt from the Municipal Conflict of Interest Act, R.S.O. 1990, c. M.50

DUTY OF MEMBER

When present at meeting at which matter considered

5 (1) Where a member, either on his or her own behalf or while acting for, by, with or through another, has any pecuniary interest, direct or indirect, in any matter and is present at a meeting of the council or local board at which the matter is the subject of consideration, the member,

- (a) shall, prior to any consideration of the matter at the meeting, disclose the interest and the general nature thereof;
- (b) shall not take part in the discussion of, or vote on any question in respect of the matter; and
- (c) shall not attempt in any way whether before, during or after the meeting to influence the voting on any such question. R.S.O. 1990, c. M.50, s. 5 (1).

Where member to leave closed meeting

(2) Where the meeting referred to in subsection (1) is not open to the public, in addition to complying with the requirements of that subsection, the member shall forthwith leave the meeting or the part of the meeting during which the matter is under consideration. R.S.O. 1990, c. M.50, s. 5 (2).

Extrait de la Loi sur les conflits d'intérêts municipaux, L.R.O. 1990, chap. M.50

OBLIGATIONS DU MEMBRE

Participation à une réunion où l'affaire est discutée

5 (1) Le membre qui, soit pour son propre compte soit pour le compte d'autrui ou par personne interposée, seul ou avec d'autres, a un intérêt pécuniaire direct ou indirect dans une affaire et participe à une réunion du conseil ou du conseil local où l'affaire est discutée, est tenu aux obligations suivantes :

- a) avant toute discussion de l'affaire, déclarer son intérêt et en préciser la nature en termes généraux;
- b) ne pas prendre part à la discussion ni voter sur une question relative à l'affaire;
- c) ne pas tenter, avant, pendant ni après la réunion, d'influencer de quelque façon le vote sur une question relative à l'affaire. L.R.O. 1990, chap. M.50, par. 5 (1).

Exclusion de la réunion à huis clos

(2) Si la réunion visée au paragraphe (1) se tient à huis clos, outre les obligations que lui impose ce paragraphe, le membre est tenu de quitter immédiatement la réunion ou la partie de la réunion où l'affaire est discutée. L.R.O. 1990, chap. M.50, par. 5 (2).



RAPPORT N° FIN2019-017

Date	03/06/2019
Soumis par	Frédéric Desnoyers
Objet	Statut des arrérages de taxes
# du dossier	F22 Tax Roll and Records

1) **NATURE / OBJECTIF :**

Le but de ce rapport est de présenté le statut des arrérages de taxes et de présenter les options relativement à 2 propriété non vendu lors de la vente de taxes.

2) **DIRECTIVE/POLITIQUE ANTÉCÉDENTE :**

Le règlement 2019-10 a été adopté le 4 février 2019, pour établir la politique d'administration des taxes

3) **RECOMMANDATION DU SERVICE:**

ATTENDU QUE suite à la vente de taxes qui a eu lieu le 6 avril, deux (2) propriétés n'ont pas été vendus;

QUE le Comité plénier recommande au Conseil d'autoriser l'administration à poursuivre avec l'option 1a) et b) tel que décrit au Rapport no. FIN2019-017, qui permettrait un temps d'affichage plus long, avec une agence immobilière.

WHEREAS further to the tax sale which was executed on April 6, two (2) properties remain unsold;

THAT the Committee of Whole recommends that Council authorize the administration to pursue with options 1a) and b) as outlined in Report No. FIN2019-017, which would allow the properties to be advertised on a longer period, with a real estate agency.

4) **HISTORIQUE :**

Au courant des dernières année, Clarence-Rockland avait une politique de « laissez-faire » concernant la collection des taxes, qui incluait l'envoie de lettre de retard, des réunions et arrangements avec les gens en retard. Par conséquent, le processus de vente de taxes n'a jamais été entrepris, ainsi menant les arrérages de taxes à 3,6 \$ millions à la fin 2016.

Ainsi en 2017, une nouvelle politique d'administration des taxes a été acceptée afin de permettre le processus de vente de taxes.

5) **DISCUSSION :**

En 2017, 11 certificat d'arrérages de taxes ont été inscrits. De ce montant, 3 propriétés ont été payés en entier et 2 ont pris un arrangement avec la municipalité.

Ainsi, 6 propriétés étaient à vendre le 16 avril 2019.

Parmi les 6 propriétés à vendre, 4 de ceux-ci ont été vendus, aucune soumission n'a été reçue pour les 2 autres.

Les 2 propriétés non vendus sont des propriétés commerciales le 1695 rue Landry à Clarence-Creek (89 500 \$) et le 2767 rue St-Pascal à St-Pascal (66 500 \$). La municipalité doit se pencher afin d'établir un plan d'action pour les 2 propriétés, 3 options sont envisageables.

Il est dans l'intérêt pour la municipalité d'opter pour un plan d'action afin d'améliorer certains problèmes avec ces propriétés tel que l'entretien extérieur de ceux-ci.

Il est a noté qu'il s'agit d'anomalies, étant donné qu'aucune vente de taxe n'a été effectuée dans les derniers 15 ans et plus, le montant d'arrérages accumulés sur ces propriétés est très élevé. Maintenant que des ventes de taxes sont effectués à chaque année, le montant d'arrérages accumulé sur les propriétés devrait être plus bas ainsi diminuant le prix minimum des enchères.

Option 1 : Vente de taxes

La municipalité peut décider de réafficher les propriétés une seconde fois pour tenter de les vendre. La municipalité a un délai de 2 ans pour réafficher les propriétés, sans redevoir passer par le processus complet. Voici quelques sous options qui pourraient être effectués afin d'améliorer les possibilités de la vente :

a) Augmenter le temps d'affichage

Le temps d'affichage pourrait être augmenté en espérant améliorer la visibilité. Lors du dernier processus, les propriétés ont seulement été affichés pour la durée d'un mois.

b) Entente avec une agence immobilière

La municipalité pourrait avoir une entente avec une agence immobilière. Ceci pourrait augmenter la visibilité des propriétés à vendre. De plus, les agences immobilières ont habituellement un grand réseau de contacts dans le domaine. Cette option a un coût approximatif de \$5 000 par propriété, cependant ce montant peut être ajouté à la valeur à récupérer sur les propriétés.

c) Étude environnementale

Des tests de sol pourraient être effectués afin de rendre disponible aux acheteurs potentiels. L'utilisation passée des propriétés laisse croire qu'il pourrait y avoir un risque de contamination. Ainsi en ayant effectué des tests de sols, la condition des propriétés pourrait être confirmées. Toutefois, si les résultats des tests reviennent avec un haut niveau de contamination, ceci pourrait réduire les chances de la vente. Une telle étude aurait un coût approximatif de 22 000 \$ par propriété. Le coût de cette étude pourrait être ajouté au montant à recevoir par propriété, toutefois il pourrait aussi décourager des acheteurs potentiels.

d) Diminution du montant minimum des enchères

Le Conseil a l'option de diminuer le montant minimum des enchères en comptabilisant une perte sur les montants à recevoir. Ainsi, il est possible que plus d'acheteurs soient intéressés par les propriétés si le prix des enchères est moins élevé qu'à la dernière vente de taxes. Toutefois, si le Conseil veut opter pour cette option, une source de financement doit être trouvée afin de comptabiliser la perte.

Option 2 : Acquisition

La municipalité pourrait décider d'acquérir les propriétés. Le montant de taxes à recevoir serait alors transféré à titre de coût/valeur pour ses propriétés. Toutefois, quelques étapes devront obligatoirement être effectuées en vertu des normes comptables. Une évaluation de la propriété devra être effectuée pour déterminer la valeur marchande et ainsi ajuster le coût de la propriété. Une étude environnementale devra être effectuée afin de déterminer s'il y a contamination. Dans le cas d'une contamination, un passif devra être comptabilisé. Ainsi, la municipalité pourrait accumuler plusieurs coûts. Ces coûts dépendront du degré de contamination ainsi que de la valeur marchande déterminée pour les propriétés.

Option 3 : Ne rien faire

La municipalité pourrait décider de ne rien faire en espérant récupérer la somme de taxes dû éventuellement. Au total, pour les 2 propriétés, il y a une somme dû de 156 000 \$, puisque la probabilité de récupérer ce montant est faible, il sera recommandé de provisionner de montant ainsi coutant à la municipalité 156 000 \$.

Recommandation :

L'option avec le moins de risque financiers serait d'opter pour essayer de revendre la propriété (Option 1) tout en allongeant la durée d'affichage (b) et en faisant une entente avec une agence

immobilière pour augmenter la visibilité.

Où sont les arrérages de taxes aujourd’hui ?

Le tableau 1 ci-dessous démontre les comparaisons depuis 2013 des taxes recevables. Le montant maximum était à la fin 2016, au montant de 3,6 \$ million, en date du 24 avril, les arrérages sont maintenant à 1,93 \$ million, soit une amélioration de 42 %.

Tableau 1 – Taxes recevables de plus d’un an (000’s)

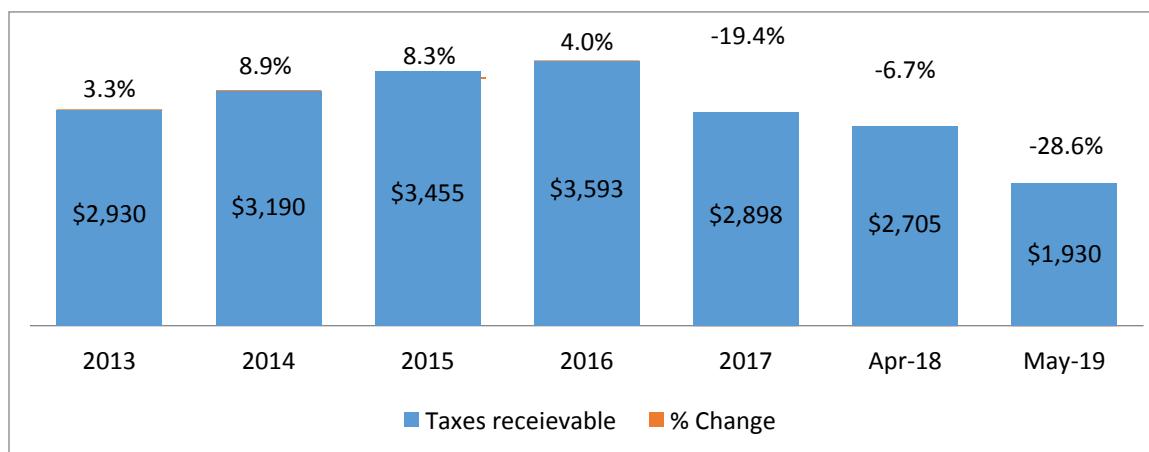
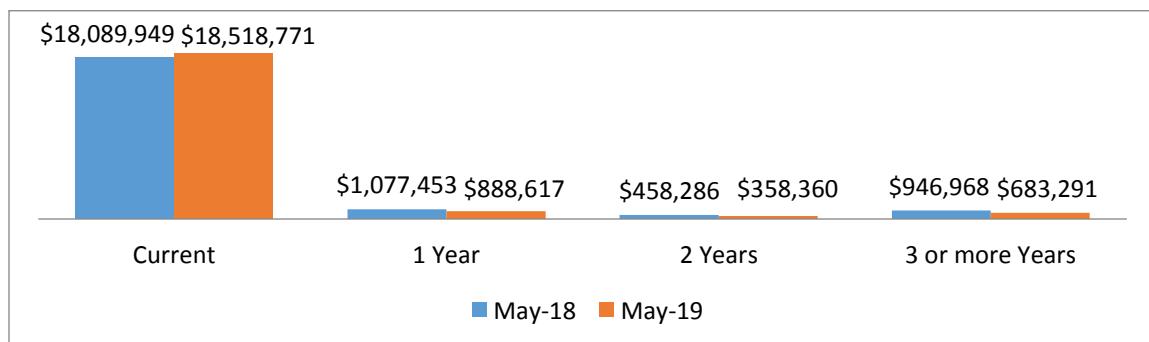


Tableau 2 – Taxes recevables



Un autre 5 propriétés pour lesquels un certificat de taxes a été inscrits seront mise en vente au mois d’août 2019.

- 6) **CONSULTATION :**
N/A

- 7) **RECOMMANDATION OU COMMENTAIRES DU COMITÉ :**
N/A

- 8) **IMPACT FINANCIER (monétaire/matériaux/etc.):**
Tel que discuté dans ce rapport.
- 9) **IMPLICATIONS LÉGALES :**
La Cité utilise les services de « Tax Team » afin d'aider l'administration des ventes de taxes.
- 10) **GESTION DU RISQUE (RISK MANAGEMENT) :**
N/A
- 11) **IMPLICATIONS STRATÉGIQUES :**
N/A
- 12) **DOCUMENTS D'APPUI:**
N/A



RAPPORT N° FIN2019-022

Date	27/05/2019
Soumis par	Frédéric Desnoyers & Yves Rousselle
Objet	Offres de service d'ingénierie
# du dossier	F18 Quotations and Tenders

1) **NATURE / OBJECTIF :**

Le rapport a pour but d'obtenir des services d'ingénierie pour des domaines d'expertises spécifiques, le tout pour des travaux de moins de 50 000\$. Cette liste sera valide pour une durée de 3ans avec une option de renouvellement de deux (2) fois un (1) an chacun.

2) **DIRECTIVE/POLITIQUE ANTÉCÉDENTE :**

La résolution 2015-033 avait pour but d'accepter une liste d'offres de services d'ingénierie pour une période de 2 ans, renouvelé avec 2 années supplémentaires et par conséquent est échu depuis janvier 2019.

3) **RECOMMANDATION DU SERVICE :**

Q'IL SOIT RÉSOLU que le conseil recommande au conseil municipal d'adopter un Règlement, visant à établir une liste qui priorise les offres de service des firmes d'ingénieurs retenues pour leurs services professionnels, tel que recommandé.

BE IT RESOLVED that the Committee of the Whole recommends that Council adopts a by-Law to establish a prioritized standing offers list of engineering firms retained for their professional services, as recommended.

4) **HISTORIQUE :**

Les départements avaient anciennement une liste approuvée pour des services des firmes d'ingénieries, toutefois, celle-ci a expiré en début d'année. Depuis ce temps, les départements doivent obtenir 3 cotations pour chaque service d'ingénierie désiré.

La politique d'achat FIN2019-041 approuvé le 15 avril 2019 permet d'avoir une liste pré approuvée d'offres de services pour les achats de moins de \$50,000.

5) **DISCUSSION :**

La municipalité a souvent recours à des services d'ingénierie pour divers projets. Lorsque celle-ci a une liste d'offre de services, les

départements peuvent contacter les firmes directement, sans avoir à passer par le processus traditionnel de 3 cotations, puisque les services et prix sont déjà définis.

L'offre de services d'ingénierie incluait les services suivants :

CATÉGORIE	SERVICES
A	Ingénierie municipale
B	Planification des transports et ingénierie de la circulation
C	Ingénierie des ressources en eau, hydrologie de surface et gestion des eaux pluviales, y compris la surveillance des eaux pluviales et des crues
D	Génie géotechnique
E	Génie électrique et mécanique
F	Ingénierie des structures
G	Services d'arpentage professionnels, de géomatique et de services publics, y compris les arpenteurs-géomètres de l'Ontario (LD.S.)
H	Planification de l'infrastructure et gestion des actifs
I	Administration des contrats, gestion de projet et assurance qualité / contrôle de la qualité
J	Plantation d'arbres, audit et autres services d'arboristes, y compris les architectes paysagistes
K	Évaluation environnementale de site, archéologie et patrimoine
L	Génie de l'environnement (plus particulièrement des sites d'enfouissement - fermés et ouverts)
M	Consultant professionnel en ingénierie pour la révision du code du bâtiment de l'Ontario (OBC)
N	Services d'architecture

L'offre de services d'ingénierie a été publiée le 21 janvier 2019 sur la plateforme MERX et le site Web de la Cité. La date d'échéance pour remettre les soumissions était le 26 février 2019 à 14 heures.

Au total, 74 firmes ont consulté les documents de soumission. La municipalité a reçu 34 soumissions de firmes différentes pour un total de 80 catégories.

L'offre de service comprenait 14 catégories de service d'ingénierie. Les soumissions ont seulement été reçues pour 12 catégories des 14. Les deux catégories qui n'ont pas obtenu de soumissions sont : catégorie J- Plantation d'arbres, audit et autres services d'arboristes, y compris les architectes paysagistes et la catégorie M- Consultant professionnel en ingénierie pour la révision du code du bâtiment de l'Ontario (OBC).

Les résultats des offres sélectionnées après évaluations sont les suivants :

Firme d'ingénierie	catégorie	Pointage total (%)	Résultat	Taux moyen (\$)
JP2G CONSULTANTS INC.	A	87.1	1	94.06
CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)	A	83.4	2	108.75
J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.	A	83.3	3	120.94
CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)	B	88.3	1	108.75
WSP CANADA GROUP LTD.	B	86.6	2	115.28
J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.	B	86.23	3	120.94
JP2G CONSULTANTS INC.	C	88.7	1	94.06
EXP SERVICES INC.	C	85.8	2	95.59
ATREL ENGINEERING LTD.	C	85.4	3	101.76
STANTEC CONSULTING INC.	D	89.5	1	101.50
LASCELLES ENGINEERING & ASSOCIATES LTD.	D	88.6	2	100.36
GOLDER ASSOCIATES LTD.	D	88.0	3	99.87
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	E	85.6	1	89.79
J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.	E	78.6	2	120.94
HP ENGINEERING INC.	F	90.1	1	71.56
CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)	F	77.5	2	110.63
J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.	F	77.1	3	120.94
J.D. BARNES LTD.	G	88.4	1	107.17

STANTEC CONSULTING INC.	G	86.8	2	136.00
ARPENTAGE DUTRISAC SURVEYING INC.	G	86.7	3	110.83
CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)	H	84.5	1	118.56
COLLIERS PROJECT LEADERS INC.	I	84.5	1	100.15
CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)	I	80.9	2	118.56
MCINTOSH PERRY CONSULTING ENGINEERS LTD.	I	79.1	3	128.00
N/A	J	N/A	N/A	N/A
WSP CANADA GROUP LTD.	K	87.2	1	99.12
GOLDER ASSOCIATES LTD.	K	86.2	2	99.87
STANTEC CONSULTING INC.	K	78.9	3	139.21
JP2G CONSULTANTS INC.	L	84.7	1	95.00
N/A	M	N/A	N/A	N/A
J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.	N	84.7	1	120.94

Pour certaines catégories, il y a moins que 3 firmes de sélectionnées, puisque certaines firmes n'ont pas obtenu la note de passage technique minimal requis de 60% pour procéder plus loin dans l'évaluation.

Les critères d'évaluations étaient les suivants : partie technique avec une valeur de 75%. Une note de 60% était nécessaire afin de passer à la prochaine étape à même la partie technique. L'autre 25% était attribué aux taux monétaires obtenus.

6) **CONSULTATION :**

Plusieurs départements ont été impliqués dans l'évaluation et la révision des offres de services.

7) **RECOMMANDATION OU COMMENTAIRES DU COMITÉ :**

N/A

- 8) **IMPACT FINANCIER (monétaire/matériaux/etc.):**
L'acceptation de ce rapport n'a pas d'impact directe. Les gestionnaires et directeurs utiliserons cette liste lorsque nécessaire, tout en respectant leur budget et les pouvoirs/autorités d'achat défini dans le Règlement d'approvisionnement.
- 9) **IMPLICATIONS LÉGALES :**
N/A
- 10) **GESTION DU RISQUE (RISK MANAGEMENT) :**
N/A
- 11) **IMPLICATIONS STRATÉGIQUES :**
Le but d'avoir une liste d'offre de services approuvée est de pouvoir épargné du temps tout en conservant un processus d'achat compétitif.
- 12) **DOCUMENTS D'APPUI:**
Règlement 2019-XX – Engineering services standing offer

CORPORATION OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND

BY-LAW NO. 2019-70

BEING A BY-LAW TO AUTHORIZE THE CORPORATION OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND TO APPROVE THE LIST OF ENGINEERING SERVICES.

WHEREAS Sections 8, 9, and 11 of the Municipal Act, 2001, S.O. 2001, Chapter 25 and amendments thereto provides that every municipal Corporation may pass by-laws for the purpose of governing its affairs as it considers appropriate;

WHEREAS the Infrastructure and Planning Department issued a request for standing offers on January 21, 2019 for engineering services;

WHEREAS the Council of the Corporation of the City of Clarence-Rockland deems it expedient to approve a standing offer list for engineering services;

NOW THEREFORE, the Council of the Corporation of the City of Clarence-Rockland enacts as follows:

- 1. THAT** the twenty nine (29) standing offers received on February 26, 2019 for engineering services be approved as standing offers listed on Schedule "A" attached hereto and forming part of this By-Law;
- 2. THAT** the said standing offers be valid for a period of three (3) years (2019, 2020, 2021) with an option to extend for two (2) additional one-year terms at the discretion of the Director of Infrastructure and Planning;
- 3. THAT** City staff shall call-up the first engineering in the specific category service provider on the approved standing offer list, which in itself shall constitute an individual contract under the terms and conditions established within the Request for Standing Offer #F19 INF2019-001;
- 4. THAT** this by-law shall come into force on the day of its adoption.

READ, PASSED AND ADOPTED BY COUNCIL THIS 25TH DAY OF JUNE 2019.

GUY DESJARDINS, MAYOR

MONIQUE OUELLET, CLERK

Consulting for Engineering Services

Category A - Municipal Engineering

1. JP2G CONSULTANTS INC.
2. CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)
3. J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.

Category B - Transportation Planning and Traffic Engineering

1. CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)
2. WSP CANADA GROUP LTD.
3. J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.

Category C - Water Resources Engineering, Surface Hydrology and Stormwater Management including Stormwater and Flood Monitoring

1. JP2G CONSULTANTS INC.
2. EXP SERVICES INC.
3. ATREL ENGINEERING LTD.

Category D - Geotechnical Engineering

1. STANTEC CONSULTING INC.
2. LASCELLES ENGINEERING & ASSOCIATES LTD.
3. GOLDER ASSOCIATES LTD.

Category E - Electrical & Mechanical Engineering

1. BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.
2. J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.

Category F - Structural Engineering

1. HP ENGINEERING INC.
2. CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)
3. J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.

Category G - Professional Land Survey, Geomatics and Utility Contract Services, Including Ontario Land Surveyors (O.L.S.)

1. J.D. BARNES LTD.
2. STANTEC CONSULTING INC.
3. ARPENTAGE DUTRISAC SURVEYING INC.

Category H - Infrastructure Planning and Asset Management

1. CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)

Category I - Contract Administration, Project Management and QA/QC

1. COLLIER'S PROJECT LEADERS INC.
2. CH2M HILL CANADA LTD. (JACOBS)
3. MCINTOSH PERRY CONSULTING ENGINEERS LTD.

Category K - Environmental Site Assessment, Archaeology and Heritage Assessment

1. WSP CANADA GROUP LTD.
2. GOLDER ASSOCIATES LTD.
3. STANTEC CONSULTING INC.

Category L - Environmental Engineering (more specifically towards landfill sites – closed and open)

1. Jp2g CONSULTANTS INC.

Category N - Architectural Services

1. J.L. RICHARDS & ASSOCIATES LTD.

From: Eric-Daniel Hunt [ericdaniel.hunt@gmail.com]
Sent: June-19-19 10:05 PM
To: Guy Desjardins
Cc: Mario Zanth; Ryan
Subject: Request for an amendment to the chip wagon by-law 2017-84

Good evening Mr. Mayor, Mario,

My name is Éric-Daniel Hunt and I live here in Rockland. By day I am a paralegal with a home office. I believe you know my father Daniel Sabourin who also resides in Rockland, he was very involved in politics in this area for many years in the past and worked with Jean-Marc Lalonde on several of his campaign.

I'm writing to you today in order to request for support to make an amendment to the chip wagon by-law. My husband and I both have backgrounds and culinary arts and are looking to open a new food vending truck here in Rockland. We would be offering Mexican foods and beverages. We had the opportunity to meet with our city counsellor tonight in order to talk about the project and he seems thrilled about the idea. I also spoke with urban planning today and the finance department at City Hall. It seems like everyone wants Tako Taco to become a reality. To this end I did a bit of research and found out that the section 3.3 of the by-law prohibits a food vending truck from being located on any property adjacent to Laurier Street between Simoneau and Laporte.

We would like to request an amendment to the by-law to remove this restriction. As you know many businesses including restaurants and other food preparation and reselling premises operate on Laurier Street already. It seems only fair that food vending trucks also be afforded the opportunity to be visible and accessible to the residents of Rockland by being on the main street. It is my understanding that Mario supports our position and will be asking for yourself and the clerk to add this item to your agenda for the upcoming meeting on Monday.

We would kindly request your support to make this amendment a reality in order to allow us to file our application with a request to be placed on Laurier Street. We are currently exploring a few options on Laurier.

We remain available should you have any questions. We trust that you also see the value in amending the by-law. We look forward to a positive response. We completely understand that amending the by-law does not equate to us being granted a license or our application being approved. That said, we believe that this amendment is the right first step.

Thank you for your consideration.

Sincerely,
Ryan Hunt and Éric-Daniel Hunt
[613-314-4221](tel:613-314-4221)
ericdaniel.hunt@gmail.com

THE CORPORATION OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND

BY-LAW NUMBER 2017-84

BEING A BY-LAW TO PROVIDE FOR THE LICENSING, REGULATING, AND GOVERNING CHIP WAGONS IN THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND

WHEREAS the Municipal Act, 2001, C.25, S 151 states that a municipality may provide for a system of licenses with respect to a business, and may 151(b) refuse to grant a license, and 151(c) may impose conditions as a requirement of obtaining, continuing to hold, or renewing a license;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of the City of Clarence-Rockland chooses to exercise its discretion to license the operation of "Chip Wagons" within the City of Clarence-Rockland;

NOW THEREFORE THE COUNCIL OF THE CORPORATION OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND ENACTS AS FOLLOWS:

1. DEFINITIONS:

In this by-law:

"By-Law Enforcement Officer" shall mean a person duly appointed by the Corporation of the City of Clarence-Rockland for the purpose of enforcing or carrying out the provisions of Municipal by-laws or his designate

"Chip Wagon" shall mean a vehicle from which food, refreshments or confections are sold, either temporarily mounted on blocks or supported by a conventional wheel, tire or axle system.

"corner sight triangle" means the portion of a corner lot within the triangular area formed by measuring 6 metres in each direction from the point where two property lines intersect at the street lot line corner;

"Driveway" means a vehicle access provided between a street and a parking area/space or a loading space;

"Driveway sight triangle" means the triangular area formed by measuring 4.5 metres down the driveway and 4.5 metres down the side lot line abutting a street.

"Highway" or "Street" shall include a common and public highway, street, avenue, boulevard, crescent, cul-de-sac, court, parkway, driveway, square, place, shoulder, bridge, viaduct, or trestle, or the like, any part of which is intended for or used by the general public for the passage of vehicles and includes the area between the lateral property lines thereof.

"Municipality" shall mean the Corporation of the City of Clarence-Rockland

"Owner" shall mean the owner or operator of the Chip Wagon

"Road Allowance" shall mean all allowances for roads, except insofar as they have been stopped up according to law, made by the Crown surveyors, all highways laid out or established under the authority of any statute, all roads on which public money has been expended for opening them or on which statute labour has been usually performed, all roads dedicated by the owner of the land to the public use and all alterations and deviations of all bridges over any such allowances for highway or road.

"Shoulder" means the un-travelled portion running along either side of a highway.

"Site Plan" means a drawing of a site which includes all the applicable measurements of the Chip Wagon and the surrounding area within 100 metres of the site and on which all buildings and structures, streets, and services are indicated.

2. LICENSE REQUIRED

- 2.1 No person shall, within the limits of the City of Clarence-Rockland, sell refreshments from a Chip Wagon without first having obtained a license for that purpose.
- 2.2 No person shall operate a Chip Wagon and fail to display the license in a conspicuous place clearly visible to the public at all times when the Chip Wagon is in operation.
- 2.3 No person shall operate a Chip Wagon that is not in compliance with the approved site plan drawing.

3. LIMITATIONS AND RESTRICTIONS

- 3.1 Chip Wagons are not permitted in the following areas, as defined in the Official Plan of the United Counties of Prescott and Russell:
 - i) Community Policy Area of Clarence Point;
 - ii) Agricultural Resource Policy Area, and
 - iii) Mineral Aggregate Resource Policy Area (quarries and pits)
- 3.2 No Chip Wagon will be permitted to locate within 150 metres of an existing establishment offering the same or similar service or another Chip Wagon.
- 3.3 No Chip Wagon will be permitted to locate on a property adjacent to Laurier Street in Rockland, between Simoneau Street and Laporte Street.

- 3.4 No Chip Wagon shall be located:
 - i) on any highway or street, road allowance or shoulder;
 - ii) within a "corner sight triangle" or a "driveway sight triangle"
- 3.5 Prior to beginning operation of a Chip Wagon on land which abuts a highway under the jurisdiction of the Province of Ontario, or is within the distance of a highway which is regulated by the Province of Ontario through the Ministry of Transportation, the licensee shall file with the Clerk written confirmation of acceptance of the intended location from the Ministry.
- 3.6 Notwithstanding Section 2 and 3.2 of this by-law, a Chip Wagon that is to be erected for a period of less than 4 days and used in conjunction with a special event is not subject to the requirements of this by-law.

4. GENERAL REQUIREMENTS

- 4.1 A Chip Wagon may only operate from a commercially zoned property, and must comply with the setback requirements for the zone.
- 4.2 The owner of a Chip Wagon shall provide on-site parking spaces in accordance with the zoning by-law requirements.
- 4.3 The owner of the Chip Wagon shall provide adequate trash receptacles at the site on which the Chip Wagon is located and shall maintain the site in a clean and sanitary condition at all times.
- 4.5 The owner of a Chip Wagon shall ensure that washroom facilities are available for patrons and staff.

5. APPLICATION FOR A LICENCE

- 5.1 Every application for a License to operate a Chip Wagon shall be made on the standard application form, attached as Schedule "A" to this by-law, and shall include the required fee, as listed on Schedule "B" to this by-law. Both Schedules being attached to and forming part of this by-law.
 - 5.1.1 Acceptance of the license fee does not constitute approval of the application or obliges the Municipality to issue a license.
 - 5.1.2 Every fee paid under 5.1 is refundable if the license applied for is not granted
- 5.2 Every application submitted will be accompanied by a site plan drawing. No license shall be granted until the site plan has been approved by the Municipality. The site plan is to be drawn to scale, and shall include:

- i) proposed location of unit on the property, including set back from property line and road allowance;
- ii) the location and number of proposed parking spaces;
- iii) proposed access to the property from the highway;
- iv) location of trash receptacles; and
- vi) washroom facilities.

Depending on the specifics with respect to the location, additional information may be required on the site plan.

5.2.1 Before a license under this by-law is issued by the City of Clarence-Rockland, the owner shall meet with a Planner to review the intended site.

5.3 The application is to include information on:

- i) fuel source;
- ii) water supply and disposal, including grey water;
- iii) grease disposal methods; and
- iv) waste disposal arrangements.

5.4 The applicant shall include with his/her application:

- (i) A certificate from the Eastern Ontario Health Unit confirming that the Chip Wagon has passed a sanitary inspection under the "Ontario Regulation 562 – Food Premises R.R.O. 1990", or its successor, valid for the year in which the permit is to be issued.
- (ii) If a propane or gas fired system is to be used, an inspection certificate by a Technical Standards & Safety Authority certified gas technician as required under the "*Technical Standards and Safety Act*" or its successor, valid for the year in which the permit is to be issued.
- (iii) A written statement from the applicable Fire Chief or his designate stating that the unit complies with the Ontario Fire Code, valid for the year in which the permit is to be issued.
- (iv) Proof that the owner has obtained a minimum of one million dollars (\$1,000,000.00) liability insurance for the operation of the Chip Wagon, valid for the year in which the permit is to be issued.
- (v) If the Chip Wagon is located on land not owned by the Chip Wagon owner, a letter from the owner of the property on which the Chip Wagon will be situated, authorizing the applicant to conduct such business from the property, valid for the year in which the

permit is to be issued.

GENERAL PROVISIONS

6. The granting of a license under this by-law does not constitute permission for the licensee to operate in contravention of any by-law or statutory requirements.
7. For the purpose of enforcement of the provisions of this by-law, the by-law officer may enter upon land and into buildings at any reasonable time without a warrant.
8. Any license granted hereunder may be revoked at the discretion of the Council of the City of Clarence-Rockland if the provisions and policies contained herein are not adhered to by the holder of the said license at all times.
9. Every license issued pursuant to this by-law shall be valid until the 31st day of December in the year in which the license was issued, or until the said license is revoked or suspended. No refund of the license fee shall be paid if the license is revoked or suspended.
10. A person to whom a license is granted may apply in writing to the Municipality for permission to have his license transferred to another vehicle or to another owner, and such permission will not be unreasonably withheld. In order to transfer a license, the current license is to be surrendered to the Municipality and a transfer fee paid as listed on Schedule "B".

11. Offence

- 11.1 Any person who contravenes any of the provisions of this By-law is guilty of an offence and upon conviction shall forfeit and pay a penalty as provided for in the Provincial Offences Act, 1990, R.S.O., Chapter P.33, and amendments thereto.
- 11.2 Each day that a person operates a business in contravention to this By-law shall constitute a separate offence.
- 11.3 When a person has been convicted of an offence under this By-law, any court of competent jurisdiction thereafter, may, in addition to any other penalty imposed on the person convicted, issue an order prohibiting the continuation or repetition of the offence or the doing of any act or thing by the person convicted directed toward the continuation or repetition of the offence.

12. Headings Not Part of the By-law

The headings in the body of this by-law are used for convenience or reference only and do not form part of the by-law.

13. Severability

Should any section or subsection of this by-law or any part or parts thereof be found by law to be illegal or beyond the power of Council to enact, such section or subsection of part or parts thereof shall be deemed to be severable so that the remainder of this by-law is separate and therefore enacted as such.

14. Repeal

That By-law No. 2007-38 be and is hereby repealed.

15. Force and Effect

This by-law shall come into force and effect upon the final passing thereof.

**READ, PASSED AND ADOPTED IN OPEN COUNCIL THIS 19th DAY OF
June, 2017.**



Guy Desjardins, Mayor



Monique Ouellet, Clerk

SCHEDULE "A" to By-Law 2017-84**CITY OF CLARENCE-ROCKLAND APPLICATION TO OPERATE A CHIP WAGON**

New Business _____

Renewal _____

APPLICANT-BUSINESS IDENTIFICATION

Name of Applicant(s) : _____

Name of Unit Owner (if different from above)

Address of Applicant _____

Mailing Address (if different) _____

City: _____

Postal Code: _____

Telephone Number: Home _____

Business _____

Type of vehicle to be used: _____

VIN Number: _____

Proposed location: _____

Owner of the property:

I/We, the registered owner(s) of the business, hereby acknowledge and certify that:

I/We have read and understand the requirements of the licensing, regulating and governing by-law, and the information pertaining to the business license for which I/we have applied.

The information contained in this application is true and complete to the best of my/our knowledge and that failure to provide complete or accurate information may delay the licensing process;

The issuance of a license under this by-law does not permit or condone violations of any by-law, statute or other regulation in effect in the Municipality or the Province of Ontario and it shall be my/our responsibility to ensure that such applicable legislation is complied with at all times;

The license will be issued for a one (1) year period and all licenses shall expire on December 31 of each year.

Name (please print)

Signature

Date

Name (please print)

Signature

Date**CHECK LIST FOR SUBMISSION WITH APPLICATION:****NOTE: Only completed applications will be accepted.**

Please use the following checklist to ensure that all required documentation is attached to your application form:

License Fee (5.1) Attached _____

Site Drawing (Section 5.2) Attached _____

Details on Fuel Source, Water Supply and Disposal, Grease Disposal
And Waste Disposal (Section 5.3) Attached _____

East Ontario Health Unit Inspection Report
(Section 5.4.i) Attached _____

Current Propane/Gas Inspection by Certified Gas Technicians
(Section 5.4.ii) Attached _____

Fire Department Inspection Report (Section 5.4.iii) Attached _____

Proof of Liability Insurance Coverage (5.4.iv) Attached _____

If land not owned by the Chip Wagon owner, a letter from the owner of the property
authorizing the applicant to conduct such business from the property.
(If required Section 5.4.v) Attached _____

Letter of Compliance – Ministry of Transportation
(If required – Section 3.4) Attached _____

SCHEDULE “B” to By-Law 2017-84**License Fees:**

The annual license fee for a Chip Wagon: \$ 500.00

The daily license fee for a Chip Wagon: \$ 50.00

Fee to transfer license: \$ 25.00

SCHEDULE "C" to By-Law 2017-84**Proposed Set Fines**

Operate a Chip Wagon without obtaining a license	\$ 500.00
Fail to display the license when the Chip Wagon is in operation	\$ 300.00
Operate a Chip Wagon not in compliance with the approved site drawing	\$ 500.00
Fail to provide on-site washroom facility	\$ 500.00
Fail to provide adequate garbage receptacles	\$ 500.00

**CORPORATION OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND
BY-LAW 2019-71**

BEING A BY-LAW OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND TO CONFIRM PROCEEDINGS OF THE COUNCIL OF THE CITY OF CLARENCE-ROCKLAND AT ITS SPECIAL MEETING HELD ON JUNE 25, 2019.

WHEREAS Sub-section 5(1) of the Municipal Act, 2001, as amended, provides that the powers of a municipal corporation are to be exercised by its Council;

AND WHEREAS Sub-section 5(3) of the said Municipal Act provides that the powers of every council are to be exercised by By-law;

AND WHEREAS it is deemed expedient that the proceedings of the Council of the City of Clarence-Rockland at this meeting be confirmed and adopted by By-law;

THEREFORE the Council of the City of Clarence-Rockland enacts as follows:

1. **THE** action of the Council of the City of Clarence-Rockland in respect of each recommendation contained in any reports of committees and of local boards and commissions and each motion and resolution passed and other action taken by the Council of the City of Clarence-Rockland at this meeting is hereby adopted and confirmed as if all such proceedings were expressly embodied in this by-law.
2. **THE** Mayor and the appropriate officials of the City of Clarence-Rockland are hereby authorized and directed to do all things necessary to give effect to the action of the Council of the City of Clarence-Rockland referred to in the proceeding section.
3. **THE** Mayor and the Clerk, are authorized and directed to execute all documents necessary in that behalf and to affix thereto the corporate seal of the City of Clarence-Rockland.

READ, PASSED AND ADOPTED IN OPEN COUNCIL THIS 25TH DAY OF JUNE, 2019.

Guy Desjardins, Mayor

Monique Ouellet, Clerk